

H

NUMELEX

HABITABILITÉ.

— des logements (allocation logement). —
Voy. *Loyers*, § 26.

HABITAT.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier les paragraphes I et II de l'article 5 du décret n° 55-559 du 20 mai 1955 relatif à l'amélioration de l'habitat et à sa meilleure utilisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 182.

§ 2. — Proposition de loi de M. Catoire et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Conseil supérieur du logement et de l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 339.

§ 3. — Proposition de loi de M. Jacques Rolland tendant à modifier l'article 3 du décret n° 55-559 du 20 mai 1955 tendant à l'amélioration de l'habitat et à sa meilleure utilisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1567.

§ 4. — Proposition de loi de MM. Moisan et Lucien Nicolas tendant à permettre l'octroi d'une aide financière du Fonds national d'amé-

lioration de l'habitat à certains propriétaires sinistrés ayant affecté leur indemnité mobilière de dommages de guerre à des travaux de réparation sur un logement à usage de résidence principale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 5476.

§ 5. — Proposition de loi de M. Radius tendant à créer un Conseil supérieur du logement et de l'habitation, présentée au Conseil de la République le 3 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6 (année 1957-1958).

§ 6. — Proposition de résolution de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre au Fonds national d'amélioration de l'habitat de compenser les relèvements du taux d'escompte de la Banque de France, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 février 1958 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6506; rapport le 12 mars par M. Schaff, n° 6879.

§ 7. — des travailleurs (prélèvement sur les ressources des comités d'entreprises). — Voy. *Comités d'entreprises*, § 3.

H. B. M.

— locaux insuffisamment occupés dans les. —
Voy. *Loyers*, § 43.

HABITAT RURAL.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Chazette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions de nature à améliorer l'habitat rural, présentée au Conseil de la République le 22 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission de l'agriculture), n° 388 (année 1955-1956).

§ 2. — Proposition de loi de M. Camille Laurens et plusieurs de ses collègues tendant à « revaloriser » les dispositions des lois du 21 novembre 1940 et du 17 avril 1941 relatives à la rénovation de l'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1956 (renvoyée à la Commission des finances), n° 1602.

§ 3. — Proposition de loi de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à l'occasion de l'établissement du 3^e plan de modernisation et d'équipement et dans le cadre du programme quinquennal de construction de logements les objectifs précis à atteindre en matière d'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 2297.

§ 4. — Proposition de loi de M. Couinaud tendant à obtenir une réduction de l'emprise hypothécaire exigée du Trésor en matière d'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2376.

§ 5. — Proposition de résolution de MM. Camille Laurens, Antoine Guitton et Pelleray tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour augmenter les crédits destinés au financement des subventions à l'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 octobre 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 3015.

§ 6. — Proposition de loi de M. Halbout et plusieurs de ses collègues concernant le maximum de la participation financière de l'Etat pour les travaux relatifs à la restauration de l'habitat rural et tendant à obtenir une augmentation du plafond de la subvention en faveur des familles nombreuses, présentée à l'Assem-

blée Nationale le 30 octobre 1956 (renvoyée à la Commission des finances et pour avis à la Commission de l'agriculture), n° 3106.

§ 7. — Proposition de loi de M. Aubert et plusieurs de ses collègues relative à l'amélioration de l'habitat rural, présentée au Conseil de la République le 17 mai 1955 (*Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1400, 2^e col., § 8*) ; rapport le 14 mars 1957 par M. Houdet, n° 510 (année 1956-1957) ; avis de la Commission de la reconstruction le 3 décembre 1957 par M. Cuif, n° 63 (année 1957-1958) ; rapport supplémentaire le 19 décembre 1957 par M. Houdet, n° 112 (année 1957-1958). Adoption le 21 janvier 1958. — Proposition de loi n° 63 (année 1957-1958).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 21 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 6363.

§ 8. — Proposition de loi de M. Pesquet tendant à assurer le développement, la restauration et l'amélioration de l'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 5819.

§ 9. — Proposition de résolution de Mme Mathilde Gabriel-Péri et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'équipement et l'habitat rural du département de Seine-et-Oise, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mars 1958 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 6924.

§ 10. — objectifs à atteindre en matière d'. — Voy. *Habitat rural*, § 3.

— prêts pour l'amélioration. — Voy. *Loyers*, § 17.

— subventions pour l'. — Voy. *Habitat rural*, §§ 5, 6.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à autoriser la construction d'immeubles par les offices ou sociétés d'habitations à loyer modéré (H.L.M.) au profit des personnels de la gendarmerie nationale, pré-

sentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 151.

§ 2. — Proposition de loi de MM. Duquesne et Maurice Schumann tendant à autoriser les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré à vendre à leurs locataires des logements occupés par eux, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1237.

§ 3. — Proposition de résolution de M. André Beauguitte tendant à inviter le Gouvernement à accorder la qualité de prioritaires aux rappelés ayant fait leur demande pour l'obtention d'un logement dans les H. L. M., présentée à l'Assemblée Nationale le 1^{er} août 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2754.

§ 4. — Proposition de loi de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ainsi que l'arrêté du 8 août 1956 fixant les taux de loyer des H. L. M. construites après le 3 septembre 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 octobre 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 3023.

§ 5. — Proposition de loi de M. Henu et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 216 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ainsi que l'arrêté du 8 août 1956 fixant les taux de loyer des H. L. M. construites après le 3 septembre 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 3444.

§ 6. — Proposition de résolution de M. André Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'arrêté du 8 août 1956 fixant les taux des loyers des H. L. M. construites après le 3 septembre 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 3463.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence, pour attribution, avant la fin de l'année 1957, un crédit additionnel de 30 mil-

liards en faveur des organismes d'H. L. M. construisant des logements destinés à la location, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 5878.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer une tranche complémentaire d'autorisation de prêts pour la construction d'H. L. M., en addition aux dotations inconditionnelles accordées par la loi du 7 août 1957, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6045 (1).

§ 9. — Proposition de loi de M. Bourbon et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 216 du Code de l'urbanisme et de l'habitation relatif au calcul du prix des loyers H. L. M., présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6088.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte du vœu émis à l'unanimité par le Congrès de Strasbourg des organismes d'H. L. M., à affecter la cotisation patronale de 1 0/0 sur les salaires en priorité aux constructions d'H. L. M. et à interdire la transformation d'immeubles à usage d'habitation en immeuble à usage industriel, commercial et administratif, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6090.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer une tranche complémentaire d'autorisation de prêts pour la construction d'habitations à loyer modéré, en addition aux dotations inconditionnelles accordées par la loi du 7 août 1957, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6278; rapport le 24 janvier 1958 par M. Desouches, n° 6401.

§ 12. — Commission pour l'octroi de prêts

(1) Retirée le 16 janvier 1958.

de l'Etat aux organismes d'. — Voy. *Prêts*, § 1^{er}.

— crédit de 30 milliards aux. — Voy. *H. L. M.*, § 7.

— création de débits de boissons. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 21.

— des Français en Tunisie. — Voy. *Tunisie*, § 8.

— indemnités pour perte de salaires aux membres des offices d'. — Voy. *Indemnités*, § 12.

— logements pour les personnes âgées dans les. — Voy. *Logement (crise du)*, § 12.

— loyers dans les. — Voy. *H. L. M.*, §§ 4, 9; *Loyers*, § 61.

— occupation minima des logements loués par les. — Voy. *Logement (crise du)*, § 2.

— prêts pour la construction d'. — Voy. *H. L. M.*, §§ 8, 11.

— priorité aux rappelés pour l'obtention d'un logement. — Voy. *H. L. M.*, § 3.

— taxes sur le chiffre d'affaires au profit des (exemption des). — Voy. *Impôts indirects*, § 59.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (**Attribution d'un logement**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 223.

— (**Attribution des logements (contrôle nécessaire)**). — Voy. CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES (n° 2739) [19 novembre 1956] (p. 4810, 4830).

— (**Commission d'octroi des prêts aux organismes d'**). — Voy. PRÊTS (n° 170).

— (**Loyers des (modification souhaitable de l'arrêté du 8 août 1956)**). — Voy. CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES (n° 2739) [14 novembre 1956] (p. 4670), [15 novembre 1956] (p. 4713, 4733), [16 novembre 1956] (p. 4789), [19 novembre 1956] (p. 4807 et suiv.).

— (**Majoration des loyers des**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 204.

HAIPHONG (TONKIN).

— pilotes brevetés du port d'. — Voy. *Marine marchande*, § 2.

HALLE AU VIN (Agrandissement de la Faculté des sciences de Paris). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 313.

HALLS DE PARIS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Marcel Cachin et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 portant réglementation des Halles centrales de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1274.

§ 2. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à transférer les halles centrales de Paris en totalité, sur l'emplacement de l'ancienne usine à gaz de la Villette, présentée à l'Assemblée Nationale le 1^{er} août 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2765.

— (**Réforme des**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (**Réforme des**). — IMPÔTS (dispositions générales) n° 3883. — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Gaillard) [5 novembre 1957].

HANDICAPÉS.

— physiques (reclassement des). — Voy. *Assistance et prévoyance sociales* § 30; *Travail (réglementation du)* § 32.

— (**Reclassement des travailleurs**). — Voy. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES, n° 2935.

HARICOTS.

— secs. — Voy. *Douanes*, § 53.

HARMONISATION.

— des traitements des fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 94, 131.

HAUSSE DES PRIX (et conditions d'existence de la population laborieuse). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 296.

HAUT COMITÉ.

— de la formation professionnelle. — Voy. *Formation professionnelle*, § 10.

HAUTE COMMISSION. — Voy. ORGANISATION COMMUNE DES RÉGIONS SAHARIENNES

HAUTE COUR DE JUSTICE.

§ 1^{er}. — Rapport fait au nom de la Commission du suffrage universel en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de Justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), présenté à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1956 par M. Péron, n° 1216 (1).

§ 2. — Rapport fait au nom de la Commission du suffrage universel en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la Constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), présenté à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1956 par M. Verdier, n° 1603 ; Rapport supplémentaire le 15 juin par M. Verdier, n° 2221.

§ 3. — Rapport fait au nom de la Commission du suffrage universel en vue de présenter une candidature pour le siège de Procureur général près la Haute-Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, de l'article 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement), présenté à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1957 par M. Verdier, n° 3925.

§ 4. — Rapport fait au nom de la Commission du suffrage universel en vue de présenter à la nomination de l'Assemblée Nationale un candidat aux fonctions de juge titulaire à la Haute Cour de Justice (application de l'article 58 de la Constitution, de l'article 2 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de Justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du Règlement, présenté à l'Assemblée Nationale le 24 mars 1957 par M. Verdier. n° 4610.

— (Art. 58 de la Constitution) :

Election du président : M Edouard Depreux et des deux vice-présidents : MM. Henri Lacaze et Raymond Mondon.

Election de 20 juges titulaires : MM. Raoul Calas, Mme Mathilde Gabriel-Péris, MM. Marcel Hamon, André Mercier, Pierre Meunier, Jean Binot, Gilles Gozard, Pierre-Fernand Mazuez, Jean Crouzier, Edouard Frédéric-Dupont, Pierre Garet, Jean Cayeux, Paul Gosset, René Penoy, Vincent Badie, Georges Galy-Gasparrou, Jean Berthommier, Maurice Nicolas, Félix Viallet, Jean Félix-Tchicaya.

Election de 10 juges titulaires choisis hors de l'Assemblée : MM. Alfred Biscarlet, Gabriel Citerne, Albert Ouzoulias, Henry Levy-Bruhl, Mme Betty Brunschwig, MM. Péan, Eugène Delahoutre, Abel Gardey, Robert Faure, Jean-Paul Palewski.

Election de 20 juges suppléants : MM. André Barthélemy, Jean Bartolini, Henri Bourbon, Alphonse Denis, Marc Dupuis, René Dejean, Joseph Garat, Eugène Montel, Henry Bergasse, Sourou-Migan Apithy, Rolland Boscardy-Monservin, Alfred Coste-Floret, Daniel Tubach, Hubert Maga Charles Hernu, Pierre Naudet, Georges Juliard, André Gayraud, Edouard Gaumont, Roger Duveau.

Election de 10 juges suppléants choisis hors de l'Assemblée : Mme Mireille Dumont, Mlle Germaine François, MM. Morelot, Dufour, Carboni, Henri Teitgen, Joseph Defos du Rau, Alexis Fabre, Claude Machecourt, Jacques Kosciusko-Morizet.

Election de la Commission d'instruction : MM. Yves Péron, Marcel Cherrier, Charles Margueritte, André Mignot, Joseph Wasmer, François Giacobbi.

Election du procureur général : M. Vincent

(1) Retiré par la Commission le 24 avril 1956.

de Moro-Giafferri et des avocats généraux · MM. Come et Dupuich [5 mai 1956] (p. 1798).

Prestation de serment des membres de la (4). — Voy. [18 mai 1956] (p. 1924).

Election d'un vice-président : M. Raymond Mondon (Moselle) (1).

Election de juges titulaires : MM. Raoul Calas, Gilles Gozard, René Penoy, Félix Tchicaya et M. Simon Juquin, juge titulaire choisi hors de l'Assemblée (1).

Election de juges suppléants : MM. Eugène Montel, Sourou-Migan Apithy, Alfred Coste-Floret, Hubert Maga, Charles Hernu, Edouard Gaumont, Roland Dumas et M. Morelot, juge suppléant choisi hors de l'Assemblée (1).

Election de membres de la commission d'instruction : MM. Yves Péron, Charles Margueritte, Joseph Wasmer (1).

Prestation de serment desdits élus (sauf M. Maga). — Voy. [27 juin 1956] (p. 3100).

Prestation de serment de M. Hubert Maga. — Voy. [4 juillet 1956] (p. 3212).

Election du procureur général : M. Galy-Gasparrou [6 février 1957] (p. 682).

Nomination d'un juge titulaire : M. de Ballicourt [17 mai 1957] (p. 2530).

— (Ordonnance du 18 novembre 1944) :

Election du président : M. de Moro-Giafferri [15 mai 1956] (p. 1855).

Election de deux vice-présidents titulaires [15 mai 1956] (p. 1855), [16 mai 1956] (p. 1878), [17 mai 1956] (p. 1903). — Proclamation de M. Jean Meunier [16 mai 1956] (p. 1878) et de M. Marcel Plaisant [17 mai 1956] (p. 1903).

Election de deux vice-présidents suppléants [17 mai 1956] (p. 1903). — Proclamation de M. Pierre Garet [17 mai 1956] (p. 1903) et de M. Henri Torrès [17 mai 1956] (p. 1903).

Election de 7 jurés titulaires et de 7 jurés suppléants [18 mai 1956] (p. 1924, 1930), [24 mai 1956] (p. 1988), [25 mai 1956] (p. 2020), [29 mai 1956] (p. 2090).

Proclamation de MM. Robert Ballanger, Roger Roucaute, Jean Bouhey, Jean Mignot, Henri Bergasse, Pierre-Fernand Mazuez, comme jurés titulaires [23 mai 1956] (p. 1956).

(1) Un certain nombre des membres élus le 5 mai 1956 n'ayant pu, pour des raisons diverses, venir prêter serment, il y a lieu à nouvelles désignations.

Proclamation de MM. Virgile Barel, Ranoux, Raymond Mondon (Moselle), Saillart du Rivault, Alduy, comme jurés suppléants [23 mai 1956] (p. 1956).

Proclamation de M. Jean Cayeux, comme juré titulaire [25 mai 1956] (p. 2020).

Proclamation de M. Palmero, comme juré suppléant [25 mai 1956] (p. 2020).

Proclamation de M. Tamarelle, comme juré suppléant [29 mai 1956] (p. 2090).

Election de deux vice-présidents suppléants [17 mai 1956] (p. 1903).

Proclamation de M. Pierre Garet [13 mai 1956] (p. 1903) et de M. Henri Torrès [17 mai 1956] (p. 1903).

Election du président : M. Jacques Fourcade [28 février 1957] (p. 1204).

HAUTE-GARONNE (Département de la).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 76, 162, 170, 185, 186, 190, 194.

— (Attentat contre le secrétaire fédéral du parti communiste de la). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 284.

— (Licenciement d'ouvriers à la poudrerie de Toulouse). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 323.

HAUTE-LOIRE (Département de la).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 206, 215, 216, 217, 218.

HAUTE-VOLTA.

— amnistie en. — Voy. *Amnistie*. § 24.

— (Incidents du 4 mai 1958 en pays lobi). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 383, 384.

HAUTES-ALPES (Département des).

Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 59, 171, 177, 220, 225.

HAUTES-PYRÉNÉES (Département des).

Voy. *Calamités atmosphériques*, § 196.

HAUT-PARLEURS.

— sur la voie publique. — Voy. *Bruit (Lutte contre le)*, § 2.

HAUTS

— fonctionnaires (publication d'écrits par les). — Voy. *Fonctionnaires*, § 91.

HÉBERGEMENT.

— des anciens combattants, veuves de guerre et ascendants âgés. — Voy. *Anciens combattants*, § 30.

HÉLICOPTÈRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter, à partir du 1^{er} janvier 1959, chaque département d'un hélicoptère, placé sous le contrôle des Ponts et Chaussées, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6089; rapport le 27 février 1958 par M. Bourbon, n° 6750.

§ 2. — droit de douane d'importation sur. — Voy. *Douanes*, § 75.

HÉMMERLÉ (Éditions) — (Tarifs postaux). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 308.

HÉMICYCLE (Répartition des sièges dans l'). — Voy. SIÈGES.

HÉNIN-LIÉTARD (Accident minier). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 288; COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1 [14 février 1958] (p. 776).

HENNEBONT (FORGES D').

Proposition de résolution de M. Joseph Ferrand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires en vue d'améliorer rapidement la situation des Forges d'Hennebont, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 5619; rapport le 25 juillet par M. Engel, n° 5653.

Voy. QUESTIONS ORALES, n° 226.

HÉRAULT (Département de l').

Voy. *Calamités atmosphériques*, § 172.

HERBAGES. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

HERBORISTE.

— profession d'. — Voy. *Commerce et industrie*, §§ 38, 66; *Droguistes*, § 1^{er}.

HÉRITIERS.

— d'un fonds commercial (droits de succession). — Voy. *Impôts (Enregistrement et timbre)*, § 22.

— de militaires tués en Algérie. — Voy. *Impôts (Enregistrement et timbre)*, § 37.

— père de famille nombreuse. — Voy. *Impôts (Enregistrement et timbre)*, § 26.

HERMES (Oise) (Ecole annuelle). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 207.

HERRIOT (EDOUARD).

Projet de loi relatif aux obsèques nationales de M. Edouard Herriot, Président d'honneur de l'Assemblée Nationale, présenté à l'Assemblée Nationale le 27 mars 1957 par M. René Billières, Ministre d'Etat chargé de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (ren-

voqué à la Commission de l'éducation nationale), n° 4685. Adoption le 27 mars 1957. — Projet de loi n° 586.

Transmis au Conseil de la République le 27 mars 1957, n° 552 (année 1956-1957). Adoption le 27 mars 1957. Projet de loi n° 222 (année 1956-1957), adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 27 mars 1957. — Projet de loi n° 587.

Loi du 28 mars 1957, publiée au *J.O.* du 29 mars (p. 3267).

DISCUSSION [27 mars 1957] (p. 1905). Entendu : M. Montel ; le passage à la discussion de l'article unique est ordonné (p. 1906) ; adoption de l'article unique (*ibid.*).

HERSANT (M.) (Son passé judiciaire prétendu). — Voy. ELECTIONS (Oise) [18 avril 1956] (p. 1315 et suiv.).

HEURES

— supplémentaires (industrie hôtelière). — Voy. *Travail (Règlementation du)*, § 14.

— supplémentaires (marins). — Voy. *Marine marchande*, § 9.

HIRSCH (M. Georges) (Sa nomination comme administrateur de la réunion des théâtres lyriques nationaux, après son élimination en 1951). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 31.

HOME DE L'ENFANCE.

Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 29.

HOMICIDES.

— contre des agents de la force publique. — Voy. *Police (Personnel de la)*, § 34.

HOMMAGE.

— à l'armée. — Voy. *Territoire métropolitain*, § 2.

— aux combattants de la Résistance et de la Libération. — Voy. *Résistance*, § 5.

HOMMES.

— de plus de 50 ans (embauchage). — Voy. *Travail (Règlementation du)*, § 3.

HONDURAS.

— Convention d'établissement entre la France et le. — Voy. *Traités et conventions*, § 82.

HONGRIE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à ce que l'Assemblée Nationale adresse un message solennel à la nation hongroise martyre et invitant le Gouvernement à mettre tout en œuvre avec les nations libres pour arrêter la répression et venir en aide aux Hongrois demeurés dans leur pays ou réfugiés, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 novembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3144 (1).

§ 2. — Proposition de résolution de M. Verdier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre hommage au peuple hongrois victime de l'agression soviétique, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 novembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3151.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Fauchon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour accueillir les réfugiés hongrois et mettre à leur disposition une hospitalité durable en organisant des centres de refuge et de travail, notamment dans les campagnes sous-peuplées, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 novembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3168.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Jean Lainé et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre l'intro-

(1) Retirée le 16 novembre 1956.

duction en France de réfugiés hongrois, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 novembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3185.

§ 5. — Proposition de loi de M. Couturaud et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le reclassement des travailleurs hongrois réfugiés en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 3461; rapport le 22 mars 1956 par M. Couturaud, n° 4624.

§ 6. — Proposition de résolution déposée en conclusion du débat sur la question orale de M. Georges Pernot relative aux réfugiés hongrois, présentée au Conseil de la République le 26 décembre 1956 par M. Georges Pernot. Adoption le 26 décembre 1956. — Résolution n° 69 (année 1956-1957).

§ 7. — Proposition de résolution de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires pour permettre une collaboration sanitaire française en faveur du peuple hongrois, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 décembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3699.

§ 8. — collaboration sanitaires en faveur de la. — Voy. *Hongrie*, § 7.

— (Événements de). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 221.

— (Événements de Hongrie) (mesures demandées; carence de l'O.N.U.). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [14 décembre 1956], scrutin (p. 5978), liste des votants (p. 6000); INTERPELLATIONS, nos 118, 119, 120, 141; n° 118 [7 novembre 1956] (p. 4503, 4512); n° 141 [11 décembre 1956] (p. 5852); n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956]; MOTIONS DE CENSURE n° 1; QUESTIONS ORALES, nos 99, 139.

— (Hommage de l'Assemblée et du Gouvernement). — Voy. ALLOCUTIONS DU PRÉSIDENT [6 novembre 1956] (p. 4481); INTERPELLATIONS, n° 100 [20 décembre 1956] (p. 6176, 6178); n° 135 [15 mars 1957] (p. 1632) (anniversaire de la Révolution de 1848).

— (Hommage par M. Daniel Mayer) (parallèle avec la Commune de Paris). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 118 [6 novembre 1956] (p. 4483).

— (Lycée franco-hongrois). — Voy. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, n° 4942.

— (Neutralisation désirable de la). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18 décembre 1956] (p. 6089, 6090), [19 décembre 1956] (p. 6159), [20 décembre 1956] (p. 6178).

— (Parallèle entre les événements de — et d'Égypte). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2 [7 novembre 1956] (p. 4527); INTERPELLATIONS, n° 118 [7 novembre 1956] (p. 4507, 4519 à 4521, 4523); n° 100 [19 décembre 1956] (p. 6147, 6159, 6165).

— (Responsabilités de l'Occident; refus d'assistance de l'O. T. A. N.). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18 décembre 1956] (p. 6080, 6082, 6117), [19 décembre 1956] (p. 6159).

HONGRIE (Réfugiés).

— (Accueil aux réfugiés). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18 décembre 1956] (p. 6089, 6090), [19 décembre 1956] (p. 6152), [20 décembre 1956] (p. 6178); QUESTIONS ORALES, nos 131, 139.

— (Citoyenneté européenne proposée). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [19 décembre 1956] (p. 6152).

— (Incidents provoqués par les). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [20 décembre 1956] (p. 6178) (Gap); n° 147 (Montluçon); QUESTIONS ORALES, n° 131 (Camp du Valdahon).

HONORAIRES.

— des avocats. — Voy. *Avocats*, § 1^{er}.
— et frais accessoires dus aux praticiens. — Voy. *Sécurité Sociale*, — § 79, 84, 88, 96, 104
— médicaux (avances pour), — Voy. *Sécurité sociale*, § 16.

— médicaux (tarif uniforme). — Voy. *Sécurité sociale*, §§ 99, 119.

— des notaires (contrats de prêts d'accession à la propriété). Voy. *Notariat*, § 1^{er}.

HONORAIRES MÉDICAUX. — (remboursement des). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [17 mai 1957] (p. 2534).

HONORARIAT.

— au grade supérieur. Voy. *Armée*, § 14.
— aux sapeurs-pompiers communaux. — Voy. *Sapeurs-Pompiers*, § 6.

HOPITAL.

— Ambroise-Paré. — Voy. *Hospices et Hôpitaux*, § 1^{er}.

HOPITAUX.

— Concours de médecins des Hôpitaux de Paris. — Voy. *Hygiène et Santé Publique*, § 9.
— hospices civils (régime des). — Voy. *Hospices et Hôpitaux*, § 2.
— services de médecine des. — Voy. *Médecine*, § 23.

— (Reconstruction de l'hôpital Ambroise Paré). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 244.

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES.

Voy. QUESTIONS ORALES, nos 232, 314.

— (Hôpital psychiatrique de Vauclair) (Dordogne). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 232.

HOSPICES CIVILS DE LYON. (Locataires des). — Voy. LOYERS, n° 6844.

HORAIRES.

— de travail dans les administrations et entreprises. — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 60.

HORTICULTEURS.

— et pépiniéristes sinistrés par le gel. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 74.

HOSPICES.

— civils de. — Voy. *Strasbourg*, § 1^{er}, 2.
— de vieillards. — Voy. *Hospices et Hôpitaux*, § 3.

HOSPICES ET HOPITAUX.

§ 1^{er}. — Proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à autoriser la cession d'un terrain par la ville de Paris en vue de la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré (Voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1409, 2^e col., § 39).

Transmise à l'Assemblée nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 49.

§ 2. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille par M. Barrot sur : I. Le projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Jean-Paul Palewski sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; 2^o de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues sur l'ordonnance et le fonctionnement des établissements hospitaliers; 3^o de M. Jean Guillon et plusieurs de ses collègues relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière; 4^o de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire; 5^o de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils; 6^o de Mme Francine Lefebvre sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; 7^o de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1941 afin de donner compétence aux Commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices (Voir la table des impressions de la 2^e législature,

p. 1407, 2^e col., § 17); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la famille et pour avis à la Commission de l'intérieur, à la Commission du travail), n° 557.; rapport collectif le 11 avril 1957 par M. Barrot, n° 4859 ; (Voir ci-dessous, § 5). ; avis collectif de la Commission de l'Intérieur le 7 février 1958 par M. Provo, n° 6531 ; avis collectif de la Commission du travail le 4 mars 1958 par M. Robert Coutant, n° 6786.

DISCUSSION [3 décembre 1957] (p. 5105). Entendus : MM. Barrot, *Rapporteur*, Savard, Cayeux, *Président de la Commission*. Observations sur l'évolution de la médecine (p. 5105) ; la législation étrangère en matière hospitalière (intervention croissante de l'Etat, coordination régionale, coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé, fusion des hôpitaux et des autres établissements de soins, suppression du rôle d'hébergement des hôpitaux, rôle dans la réadaptation fonctionnelle, séparation de la politique hospitalière et de la gestion, effort massif d'équipement) (p. 5106) ; l'anarchie du système français (p. 5106, 5107) ; la coordination prévue par la Commission (p. 5107, 5108) ; les investissements dans les hôpitaux privés (p. 5108) ; le rôle des communes et des collectivités locales (p. 5108, 5109) ; la médecine à plein temps (p. 5109) ; la formule américaine du médecin-résident (p. 5110) ; la rémunération des médecins des hôpitaux (p. 5110), celle des assistants et des internes (*ibid.*), et des médecins spécialisés (notamment électro-radiologie) (p. 5110) ; le statut du personnel administratif (p. 5110) ; les problèmes financiers (création d'un fonds hospitalier, suppression de la garantie des emprunts, dépenses d'enseignement et de recherches) (p. 5111) : les régimes spéciaux de Paris, de Lyon et de Marseille (*ibid.*) ; les hôpitaux psychiatriques (p. 5111-12) ; l'avis de la Commission de l'intérieur (p. 5112). Le renvoi à la séance du lendemain est ordonné (p. 5112).

§ 3. — Proposition de loi de MM. Quinson, Bernard Lafay et Gautier-Chaumet tendant à substituer les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dirigés par elles vers des maisons de retraite et des hospices de vieillards, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 736.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Cague et plusieurs de ses collègues tendant

à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires afin d'achever la construction et l'équipement du Centre régional anti-cancéreux de Lyon, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 793 ; rapport le 18 octobre par Mme Reyraud, n° 2989.

§ 5. — Proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 678 à 725 du Code de la santé publique (hôpitaux et hospices publics), présentée à l'Assemblée Nationale le 8 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1084 ; rapport collectif le 11 avril 1957 par M. Barrot, n° 4859 (*Voy. ci-dessus, § 2*).

§ 6. — Proposition de loi de MM. Quinson, Bernard Lafay et Jean-Paul David tendant à modifier les articles 33 et 34 de la loi du 21 décembre 1941, relative aux hôpitaux et hospices publics et repris dans l'article premier du décret n° 51-1218 du 19 octobre 1951, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1293.

§ 7. — Proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la médecine à temps plein dans les établissements hospitaliers de 1^{re} et 2^e catégories pour l'exercice de la radiologie, de la physiothérapie et de l'anesthésie-réanimation, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1508.

§ 8. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont réorganisant les services hospitaliers et sociaux dans le département de la Seine et portant création de l'Administration générale de la santé du département de la Seine, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2249 (1).

§ 9. — Proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un établissement psychiatrique moderne dans le département des Pyrénées-Orientales, présentée à

(1) Retirée par l'auteur le 5 décembre 1956.

l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 2404.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Pierre Ferrand tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans un délai de trois mois un projet de loi-cadre en vue de réformer la législation hospitalière, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5844.

§ 11. — Proposition de loi de M. Pierre Ferrand tendant à organiser dans les hôpitaux de 1^{re} et 2^e catégories des services d'électroradiologie à « temps plein » susceptibles de faire face aux urgences et aux besoins réels de chaque hôpital, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 6019.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre hospitalier de traitement des grands brûlés dans la région dunkerquoise, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 6768.

§ 13. — Proposition de résolution de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires aux collectivités locales et départementales de Seine-et-Oise pour la réalisation d'un plan d'équipement hospitalier indispensable à ce département, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 6833; rapport le 3 juin par Mme Duvernois, n° 7258.

§ 14. — Proposition de loi de M. Halbout tendant à autoriser, sous certaines conditions, les transports des corps, sans mise en bière, de personnes décédées dans les établissements hospitaliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 mai 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 7218.

§ 15. — Proposition de loi de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1279 du 15 juin 1945 afin de prévoir la représentation de la Caisse mutuelle d'assurances sociales agricoles au sein des commissions adminis-

tratives des hôpitaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 1^{er} juin 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 7226.

§ 16. — indemnité pour perte de salaires aux membres des commissions des. — Voy. *Indemnités*, § 13.

— (Reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré) (utilisation du parc de Bailgu à Boulogne-Billancourt). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 124.

HOSPITALISÉS.

— malades mentaux ou bénéficiaires d'une loi d'assistance. — Voy. *Obligation alimentaire*, § 1^{er}.

HOTEL DE CASTRIES (Protection de l').
Voy. QUESTIONS ORALES, n° 253.

HOTELIER.

— Délais pour paiement des impôts. — Voy. *Impôts (dispositions générales)*, § 55.

— responsabilité de l' (contribution mobilière). — Voy. *Impôts directs*, § 153.

HOTELLERIE.

— Crise de l'. — Voy. *Hôtels*, § 5.

— taxe à la valeur ajoutée des investissements dans l'. — Voy. *Impôts indirects*, § 70.

HOTELS.

— et maisons meublées (maintien dans les lieux). — Voy. *Loyers*, §§ 55, 56.

— et maisons meublées (statut). — Voy. *Hôtels*, §§ 1^{er}, 3, 7, 9.

— non classés « luxe » (taxe locale). — Voy. *Finances locales*, § 28.

— préfecture. — Voy. *Hôtels et meublés*, § 13.

— situés dans les stations balnéaires (ventes par appartements). — Voy. *Hôtels*, §§ 8, 11.

Voy. aussi : *Loyers*, § 85.

HOTELS MEUBLÉS.

— (**Droit au maintien dans les lieux dans les**). — Voy. CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE (n° 2379), Art. 37 [19 novembre 1956] (p. 4893).

— (**Prorogation du droit au maintien dans les lieux**). — Voy. LOYERS (n° 4491).

HOTELS ET MEUBLÉS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues portant statut des hôtels et meublés, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 883.

§ 2. — Proposition de loi de M. Max Brusset tendant à étendre le champ d'application de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des H. B. M. et instituant un régime provisoire de prêts) aux sociétés ou organismes habilités par le Centre national d'expansion du tourisme par la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1847.

§ 3. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à fixer le statut des hôtels et maisons meublées, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2083.

§ 4. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues portant création, au sein de la Caisse centrale de crédit hôtelier, industriel et commercial, d'une section de crédit thermal, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1956 renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 2497.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures d'aide nécessaire à l'industrie hôtelière frappée par la crise, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1956 (renvoyée à la Commission des moyens de com-

munication), n° 3477; rapport le 21 décembre par M. Anthonioz, n° 3665 (1); rapport collectif le 12 février 1957 par M. Anthonioz, n° 4094 (Voy. *ci-dessous*, § 6).

§ 6. — Proposition de loi de M. Hersant tendant à instituer des mesures spéciales pour venir en aide à l'industrie hôtelière, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 janvier 1956 (renvoyée à la Commission des moyens de communication et pour avis à la Commission des finances), n° 3773; rapport collectif le 12 février 1957 par M. Anthonioz, n° 4094 (Voy. *ci-dessus*, § 5 et *Impôts (dispositions générales)*, § 55).

§ 7. — Proposition de loi de M. Anthonioz et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut du meublé, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4090.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente par appartements des hôtels situés dans les stations balnéaires, climatiques ou touristiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 février 1957 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 4217.

§ 9. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à réglementer la location en meublé, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4241.

§ 10. — Projet de loi instituant un privilège en faveur de la Caisse centrale du crédit hôtelier, commercial et industriel, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 septembre 1957 par M. Edouard Corniglion-Molinier, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5749.

§ 11. — Proposition de loi de M. Jean Médecin tendant à réglementer la vente par appartements des hôtels dont la disparition mettrait en cause l'intérêt touristique de la région ou de la station, présentée à l'Assemblée

(1) Ce document a été retiré le 12 février 1957.

Nationale le 11 décembre 1957 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 6128.

§ 12. — Proposition de loi de M. Philippe Vayron tendant à la modification de l'article premier du décret n° 53-327 du 14 avril 1953 supprimant la taxe sur les locaux loués en garnis, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6429.

§ 13. — Proposition de résolution de MM. Viallet et Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde des hôtels « Préfecture », présentée à l'Assemblée Nationale le 25 février 1958 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 6710.

HOUBLON : (Culture). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [1^{er} mars 1957] (p. 1238).

HOUILLÈRES.

— du bassin de Lorraine (mission aux). — Voy. *Mines*, § 43.

— du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. — Voy. *Traités et conventions*, § 79.

— du Sud-Oranais. — Voy. *Entreprises nationalisées*, § 41.

HOUILLÈRES DU BASSIN D'AQUITAINE (Conflit du travail). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 303.

HOUILLÈRES DU SUD-ORANAIS. — Voy. BUDGET DE 1957, (n° 5884), Art. 26.

HUILERIES.

— travail à l'équivalent. — Voy. *Commerce et industrie*, § 37.

HUILERIES AFRICAINES (Protection nécessaire). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 50.

HUILES.

— d'olive. — Voy. *Douanes*, § 38.

— végétales. — Voy. *Douanes*, § 45.

HUILES MINÉRALES (Imposition des... en provenance de l'avitaillement des navires). — Voy. BUDGET DE 1957, n° 2951. [8 décembre 1956] (p. 5763).

HUISSIERS.

— statut des. — Voy. *Officiers ministériels*, § 4^{er}.

— suppléance des. — Voy. *Officiers ministériels*.

— (Observations sur la procédure par). — Voy. CRÉANCES (n° 9496).

HUIT MAI.

— jour férié et chômé. — Voy. *Jours fériés*, § 3.

HUMANITÉ (Journal l').

— (Attaques contre l'armée d'Afrique émanant du). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 214.

— (Demande d'interdiction d'une fête organisée par le). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 227.

HUMANITÉ-DIMANCHE (Journal l') (Déclaration d'un haut fonctionnaire relative à la sécurité aérienne). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 268.

HYDRO-CARBURANT.

— attributions en. — Voy. *Carburants*, § 20.

HYDROCARBURES.

— droits des propriétaires du sol où se trouvent des gisements d'. — Voy. *Redevances minières*, § 4^{er}.

— recherche et production des. — Voy. *Pétrole (recherche du)*, § 4.

HYDROGÉOLOGIQUE.

— création au Ministère de l'Agriculture d'un service. — Voy. *Agriculture*, § 72.

HYGIÈNE.

— (dans les mines). — Voy. MINES, n° 6864.

— (dans les usines de la région parisienne). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 305.

HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Henri Lacaze tendant à soumettre les détenus aux vaccinations et revaccinations légales et à prescrire une visite médicale avant leur libération, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1955 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 186.

§ 2. — Proposition de loi de M. Paul Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la réalisation du plan quadriennal d'équipement sanitaire et social, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 250 (1).

§ 3. — Proposition de résolution de MM. André Hugues et Rolland tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal, à Paris, du Bureau international de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 365; rapport le 12 juillet par M. Gilbert Martin, n° 2558.

§ 4. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille par M. Frugier sur la proposition de

loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître aux directeurs des laboratoires d'analyses médicales le droit d'effectuer des prélèvements (voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1416, 2^e col. § 24); (repris le 7 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la famille), n° 556.

§ 5. — Rapport et rapport supplémentaire fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille par Mme Poinso-Chapuis sur : I. le projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique; II. les propositions de loi : 1^o de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 1037) relative à la limitation des débits de boissons; 2^o de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5066) relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre (voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 911, 2^e col. § 13); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la famille et pour avis à la Commission de la presse), n° 558.

§ 6. — Proposition de loi de MM. d'Astier de la Vigerie, Dreyfus-Schmidt et Pierre Ferrand tendant à prévenir la multiplication des avortements criminels par la prophylaxie anti-conceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la famille), n° 715.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Isorni tendant à inviter le Gouvernement à modifier certains articles du décret du 5 octobre 1953 portant Code de la santé publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1956 (renvoyée à la Commission de la famille) n° 731.

§ 8. — Proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychoprophylaxie, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 février 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 884; rapport le 14 juin par Mme Rabaté, n° 2190.

(1) Retirée par l'auteur le 10 février 1956.

§ 9. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris présentée à l'Assemblée Nationale le 2 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 994 ; rapport collectif le 17 mai par M. Pierre Ferrand, n° 1871 (Voy. *Médecine*, §§ 1^{er} et 2). Adoption le 29 mai 1956 (1^{ère} séance) sous le titre : « Proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du Code de la santé publique. » — Proposition de loi n° 104.

Transmise au Conseil de la République le 5 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 501 (année 1955-1956) ; rapport le 24 juillet par M. René Dubois, n° 665 (année 1955-1956). Adoption avec modifications le 1^{er} août 1956. Proposition de loi n° 282 (année 1955-1956).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 1^{er} août 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 2753 ; rapport le 18 janvier 1957 par M. Pierre Ferrand, n° 3825 ; rapport supplémentaire le 13 février par M. Pierre Ferrand, n° 4117. Adoption avec modifications le 19 février 1957 (1^{ère} séance). Proposition de loi n° 472.

Transmise au Conseil de la République le 20 février 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 420 (année 1956-1957) ; rapport le 14 mars par M. René Dubois, n° 500 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 19 mars 1957. — Proposition de loi n° 199 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 19 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4578 ; rapport le 11 avril par M. Pierre Ferrand, n° 4854. Adoption avec modifications le 14 mai 1957. — Proposition de loi n° 653.

Transmise au Conseil de la République le 16 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 651 (année 1956-1957) ; rapport le 29 mai par M. René Dubois, n° 685 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 20 juin 1957. — Proposition de loi n° 271 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5198 ; rapport le 3 juillet par M. Pierre Ferrand, n° 5323. Adoption avec modifications le 5 juillet 1957 (1^{ère} séance).

Transmise au Conseil de la République le 9 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la

famille), n° 817 (année 1956-1957) ; rapport le même jour par M. René Dubois, n° 823 (année 1956-1957) ; rapport supplémentaire par M. René Dubois, n° 840 (année 1956-1957) et adoption avec modifications le 14 juillet 1957. — Proposition de loi n° 335 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5463.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[29 mai 1956] (p. 2053). — Entendus : MM. Pierre Ferrand, *Rapporteur*, Maroselli, *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population*, Coirre, Mme Rabaté ; observations sur le malaise créé par l'arrêt du Conseil d'Etat annulant les épreuves du concours de 1949 (p. 2053, 2054) ; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 2054). — Art. 1^{er} : *Nomination des candidats au concours d'admissibilité définitive de 1949* (p. 2054) ; amendement de M. Cupfer : modification de rédaction (*ibid*) ; adoption de l'amendement qui devient l'article premier (p. 2054). — Art. 2 : *Organisation d'un concours sur titres* (p. 2054) ; amendement de M. Cupfer visant le nombre des médecins à nommer (*ibid*) ; adoption de l'amendement dans une nouvelle rédaction (*ibid*) ; adoption de l'article 2 ainsi modifié (*ibid*). — Art. 3 et 4 : Adoption (p. 2054, 2055). — Art. 5 : *Fixation des nouvelles conditions des concours de médecins des hôpitaux de Paris* (p. 2055) ; amendement de M. Mazuez tendant à faire intervenir le Ministre de l'Education nationale (p. 2055) ; retrait (p. 2056) ; adoption de l'article 5 (*ibid*). — Art. 6 : *Fixation des conditions de l'ensemble des concours hospitaliers* (p. 2056) ; le Gouvernement demande la disjonction de l'article (*ibid*) ; adoption de la demande de disjonction (p. 2057) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid*). — Orateurs : MM. Cayeux, *Président de la Commission*, Coirre, Cupfer, Pierre Ferrand, *Rapporteur*, Maroselli, *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population*, Monnerville, Mme Rabaté, M. Roçlore.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[12 février 1957] (p. 766), [19 février 1957] (p. 963). — Entendus : MM. P. Ferrand, *Rapporteur*, Maroselli, *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population*, Cayeux, *Président de la Commission*. Observations sur les modifications apportées par le Conseil de la République (p. 766) ; le renvoi du texte à la Commission, demandé par le Gouvernement et

accepté est ordonné (p. 767) ; reprise de la discussion [19 février 1957] (p. 963) ; Entendu : M. Ferrand, *Rapporteur* ; observations sur l'insuffisance du nombre des médecins dans les hôpitaux de Paris (p. 963). — Art. 1^{er} 2, 3, 4, 5 : Adoption (p. 964) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE [14 mai 1957] (p. 2341). — Entendu : M. P. Ferrand, *Rapporteur*. Observations sur : les dispositions trop généreuses adoptées par le Conseil de la République, le malthusianisme de l'administration (p. 2341). — Art. 1^{er}, 2, 3, 4 : Adoption (p. 2341, 2342) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2342). — Orateur : M. P. Ferrand, *Rapporteur*.

DISCUSSION EN QUATRIÈME LECTURE [5 juillet 1957] (p. 3292). — Art. 1^{er} (p. 3292) ; observations sur : la valeur du corps des médecins des hôpitaux de Paris, le recrutement, le danger d'une cooptation par le Parlement (p. 3292) ; amendement de M. Pierre Cot tendant à organiser un concours réservé aux bi-admissibles des années 1948 à 1952 (p. 3293) ; observations sur : les modifications intervenues dans l'organisation des concours entre 1948 et 1952 (p. 3293, 3294) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. Pierre Cot (p. 3294) ; liste des votants (p. 3311) ; adoption de l'article premier (p. 3294). — Art. 2 : Adoption (p. 3294). — Art. 4 : adoption (p. 3295) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3295) — Orateurs : MM. Pierre Cot, Cupfer, Pierre Ferrand, *Rapporteur*, Albert Gazier, *Ministre des Affaires sociales*.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une Commission tripartite chargée de codifier et de raréfier les textes imposés à la profession médicale, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1164 ; rapport le 3 juillet 1957 par M. Pierre-Fernand Mazuez, n° 5321 ; Adoption sans débat le 25 juillet 1957. — Résolution n° 834.

§ 11. — Projet de loi relatif au laboratoire national de la santé publique, présenté à l'Assemblée Nationale le 16 mars 1956 par M. Albert Gazier, *Ministre des Affaires sociales* (renvoyé à la Commission de la famille), n° 1230 ; rapport le 19 avril par M. Regaudie, n° 1562 ; Adoption le 24 avril 1956 (1^{re} séance) sous le

titre : « *Projet de loi portant organisation du laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique.* »

Projet de loi n° 82.

Transmis au Conseil de la République le 24 avril 1957 (renvoyé à la Commission de la famille et pour avis à la Commission des finances), n° 423 (année 1955-1956). (1) ; rapport le 27 juin par M. Varlot, n° 580 (année 1955-1956) ; avis de la Commission des finances par M. Armengaud, n° 611 (année 1955-1956). et adoption avec modifications le 5 juillet 1956. Projet de loi n° 236 (année 1955-1956).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 5 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 2469 ; rapport le 17 janvier 1957 par M. Regaudie, n° 3800 ; Adoption avec modifications le 19 février 1957 (1^{re} séance) Projet de loi n° 473.

Transmis au Conseil de la République le 21 février 1957 (renvoyé à la Commission de la famille), n° 421 (année 1956-1957) ; rapport le 14 mars par M. Varlot, n° 499 (année 1956-1957) ; Adoption le 19 mars 1957. Projet de loi n° 200 (année 1956-1957). — adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mars 1957 (3^e séance).

Loi du 26 mars 1957, publiée au *J.O.* du 27 mars (p. 3203).

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[24 avril 1956] (p. 1490). — Entendu : M. Regaudie, *Rapporteur*. Observations sur le contrôle des médicaments, le personnel du laboratoire, le financement du projet, les stocks destinés à la protection civile (p. 1490, 1491) ; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 1491). Art. 1 et 2 : *Dispositions concernant le personnel* ; adoption (p. 1491, 1492) ; observations sur les indices des traitements et le désir du Gouvernement de faire procéder à une seconde délibération de l'article 1^{er} (p. 1492). Art. 3 et 4 Adoption (p. 1492). — Art. 5 et 6 : *Réforme de la législation pharmaceutique* (p. 1492) ; adoption (p. 1492) ; seconde délibération : Art. 1^{er} : adoption (p. 1493) ; observations sur les indices, les dispositions concernant le cumul, la nécessité d'un avis préalable du Conseil Supérieur de la fonction publique (p. 1493, 1494) ; l'économie proposée par la Commission sur les crédits de la protection civile, le finan-

(1) Voy. *Délai constitutionnel*, § . 10

cement d'une partie du stock de médicaments par les industriels de la pharmacie (p. 1494) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1494). — Orateurs : MM. Cayeux, *Président de la Commission*, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget*, Maroselli, *Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et à la Population*, Regaudie, *Rapporteur*.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[19 février 1957 (p. 965). Entendus : MM. Regaudie, *Rapporteur*, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget* ; Observation sur le problème du visa accordé aux produits pharmaceutiques (p. 965, 966). — Article premier (p. 966) ; observations sur l'inopportunité de la mention d'indices dans un texte législatif (p. 967) ; le Gouvernement demande l'adoption du texte du Conseil de la République (*ibid.*). — Art. 2 adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 967) ; adoption (p. 968). — Art. 4 : adoption (p. 968). — Art. 5 : *Réforme de la législation pharmaceutique* (p. 968) ; le Gouvernement demande la disjonction de l'article (p. 969) ; observations sur les travaux du Conseil supérieur de la pharmacie et le dépôt imminent d'un projet portant réforme de la législation pharmaceutique (p. 969) ; adoption de la proposition du Gouvernement (*ibid.*) en conséquence, l'article 5 est disjoint (*ibid.*). — Art. 6 : adoption (p. 969) : adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Orateurs : MM. Cayeux, *Président de la Commission*, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget*, Maroselli, *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la population*, Regaudie, *Rapporteur*.

§ 12. — Proposition de loi de M. Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à prévenir la multiplication des avortements criminels par la prophylaxie anticonceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 1252.

§ 13. — Proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à instituer par voie légale le droit à la réparation du préjudice causé aux victimes des vaccinations obligatoires, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission des finances), n° 1445.

§ 14. — Proposition de loi de Mme Galicier et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une section d'études de la sclérose en plaques dont l'institut Pasteur de Paris serait chargé d'assurer l'exécution, présentée à l'As-

semblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1498 ; rapport le 20 mars 1957 par Mme Roca, n° 4607.

§ 15. — Proposition de loi de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à créer dans les administrations de l'Etat des comités d'hygiène et de sécurité, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1641.

§ 16. — Proposition de loi de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Centre d'études et de recherches sur le cancer, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1660.

§ 17. — Projet de loi complétant le titre III livre II du Code de la Santé publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux chargé de la Justice (renvoyée à la justice), n° 1697.

§ 18. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier les articles 334, 334 bis et 335, du Code pénal, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1795.

§ 19. — Proposition de loi de M^{me} Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le 3^e alinéa de l'article 317 du Code pénal ainsi que la loi du 31 juillet 1920 et à autoriser dans certaines conditions l'avortement thérapeutique présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1945.

§ 20. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la prophylaxie anticonceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mai 1956 renvoyée à la Commission de la justice), n° 1963.

§ 21. — Proposition de loi de M. Chazette et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux groupes H. L. M. la liste des établissements protégés contre la création de débits de boissons par les lois des 4 novembre 1940 et 6 mars 1943,

présentée au Conseil de la République le 29 mai 1956 ((renvoyée à la Commission de la famille), n° 489 (année 1955-1956); rapport le 7 février 1957 par Mme Brossolette, n° 360 (année 1956-1957); rapport supplémentaire par Mme Brossolette, n° 454 (année 1956-1957) et adoption le 5 mars 1957 sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 49, 50 et 51 du Code des débits de boissons et des mesures de la lutte contre l'alcoolisme ». — Proposition de loi n° 178 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4409.

§ 22. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille par M. Frugier sur la proposition de loi de M. Frugier tendant à compléter le premier alinéa de l'article 182 du Code de la santé publique relatif à la protection sanitaire de la famille et de l'enfance (voir la table des impressions de la 2^e législature, p. 1421, 2^e col. § 35); (repris le 31 mai 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la famille), n° 1999; rapport le 20 mars 1957 par M. Arbogast, n° 4608.

§ 23. — Proposition de loi de M. Pierre Ferrand tendant à mettre entre les mains d'un seul ministère tout ce qui intéresse la santé publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 2361; rapport le 3 juin 1958 par M. Pierre Ferrand, n° 7254.

§ 24. — Proposition de résolution de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret n° 49-373 du 17 mars 1949, article R. 5213 du Code de la santé publique et la réglementation des substances toxiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4483; rapport collectif le 19 juin par M. Prisset, n° 5164 (Voy. ci-dessous, §§ 25, 26 et 27). Adoption le 25 juin 1957 (2^e séance). — Résolution n° 700.

DISCUSSION [25 juin 1957] (p. 2958). Entendus : MM. Prisset. Rapporteur; Maroselli, Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la population, Savard, Courrier; observations sur : les dangers présentés par l'emploi de certains

produits destinés aux « permanentes à froid » (p. 2958, 2960); l'avis du Conseil supérieur de l'hygiène, du Conseil permanent d'hygiène sociale, de l'Académie de médecine (p. 2959); le rôle et la compétence des coiffeurs (p. 2958, 2960); la défense de l'artisanat de la coiffure (p. 2958, 2959, 2960); le passage à la discussion de la proposition de résolution est ordonné (p. 2960); adoption au scrutin de la proposition (*ibid*); liste des votants (p. 2980).

§ 25. — Proposition de résolution de M. Michel Jacquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 (art. R. 5213 du Code de la santé publique), présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4538; rapport collectif le 19 juin par M. Prisset, n° 5164 (Voy. ci-dessus, § 24).

§ 26. — Proposition de résolution de M. Cupfer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 (art. R. 5213 du Code de la santé publique), présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4576; rapport collectif le 19 juin par M. Prisset, n° 5164 (Voy. ci-dessus, § 24).

§ 27. — Proposition de résolution de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret du 17 mars 1949 relatif au Code de la santé publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4586; rapport collectif le 19 juin par M. Prisset, n° 5164 (Voy. ci-dessus, § 24).

§ 28. — Proposition de loi de M. André Beauguitte concernant la vente au public de la « permanente à froid », présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1957 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis à la Commission de la famille), n° 4593 (1).

§ 29. — Proposition de résolution de M. Gaillemain tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des populations qui en feraient la demande, des vaccins

(1) Retirée par l'auteur le 2 avril 1957.

anti-poliomyélitiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5362; rapport le 11 décembre par M. Gaillemain, n° 6119. Adoption sans débat le 16 janvier 1958. — Résolution n° 961.

§ 30. — Proposition de loi de M. Max Brusset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 sur la réglementation de l'emploi de certains produits capillaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5612.

§ 31. — Proposition de loi de M. Michel Jacquet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 réglementant l'utilisation de certains produits capillaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5666.

§ 32. — Proposition de loi de M. Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 réglementant l'utilisation de certains produits capillaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5667.

§ 33. — Proposition de loi de M. Cupfer tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 (art. 5220 R à 5229 R du Code de la santé publique) relatif aux produits pour cheveux, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5668.

§ 34. — Proposition de loi de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret n° 49-373 du 17 mars 1949 réglementant les substances toxiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5674.

§ 35. — Proposition de loi de MM. Hernu, Panier et Naudet tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 réglementant l'utilisation de certains produits capillaires, présentée à l'Assemblée Na-

tionale le 26 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5701.

§ 36. — Proposition de loi de M. Pierre Ferrand tendant à interdire la vente au public des produits dits de « permanente à froid », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 septembre 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5757.

§ 37. — Proposition de loi de M. Frédéric Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du décret du 17 mars 1949 réglementant l'utilisation de certains produits capillaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 septembre 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 5774.

§ 38. — Proposition de loi de M. Duveau tendant à restituer à la pratique médicale des vaccinations un caractère facultatif, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 6067.

§ 39. — Proposition de loi de M. Noël Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à renforcer les dispositions du Code de la santé publique relatives aux substances vénéneuses, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 6335; rapport collectif le 3 juin 1958 par M. Regaudie, n° 7255 (Voy. Pharmacie, § 4).

§ 40. — Projet de loi modifiant et complétant le Code de la santé publique et relatif aux radiations ionisantes, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 janvier 1958 par M. Félix Houphouët-Boigny, *Ministre de la Santé publique et de la Population* (renvoyé à la Commission de la famille), n° 6350.

§ 41. — Proposition de résolution de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits indispensables et à déposer un projet de loi prévoyant toutes mesures propres à contribuer à la réalisation accélérée du plan d'assainissement indispensable à la Seine-et-Oise, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars

1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6837.

§ 42. — Projet de loi tendant à compléter l'article L 667 du Code de la santé publique sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 mars 1958 par M. Félix Houphouët-Boigny, *Ministre de la Santé publique et de la Population* (renvoyé à la Commission de la famille), n° 6916.

§ 43. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires afin de lutter efficacement contre la pollution de l'air atmosphérique par les gaz d'échappement des véhicules automobiles, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 7139.

§ 44. — Proposition de résolution de M. Pierre Ferrand tendant à inviter le Gouvernement à organiser et unifier le contrôle médical des lois sociales et de la sécurité sociale et à promouvoir un statut des médecins contrôleurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission du travail), n° 7146.

§ 45. — Proposition de loi de M. Bissol et plusieurs de ses collègues relative à la prophylaxie de la lèpre, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 7151.

§ 46. — Proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'assainissement de la vallée de la Cisse, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1958 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 7183.

§ 47. — Proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 359 du Code de la santé publique annexé au décret n° 53-1001 du 5 octobre 1953, présentée à l'Assemblée Nationale le 1^{er} juin 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 7224.

HYMNE.

— national utilisé à des fins commerciales. —
Voy. *Publicité*, § 4.

HYPOTHÈQUES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Henri Lacaze tendant à compléter l'article 30 de la loi du 8 juin 1864 relatif à la libération des cautionnements en rente et en numéraire des conservateurs des hypothèques, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1956 (renvoyée à la Commission des finances), n° 845.

§ 2. — Proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier les articles 2123 et 2130 du Code civil sur l'hypothèque judiciaire et rétablissant l'hypothèque judiciaire des biens à venir, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6630.